

Corrigé exercice 25.01 : Cas Alabris

Cet exercice met en lumière les notions abordées dans le cours : biens professionnels, biens exonérés, biens imposables, calcul, plafonnement...Il permet de voir comment on remplit une déclaration d'ISF.

A. Patrimoine imposable

Le patrimoine imposable est celui appartenant au foyer fiscal au 1^{er} janvier N, comprenant les parents et leur fille mineure Amandine, mais excluant les biens appartenant en propre aux deux enfants majeurs, même ceux de Quentin, rattaché au foyer pour le calcul de l'IR.

Biens professionnels

a) Les actions de la société SGPL, détenues par M. Alabris, peuvent être analysés comme des biens professionnels exonérés sous une triple condition :

- M. Alabris est dirigeant (Président du conseil d'administration);
- Il détient plus de 25% du capital de la société SGPL (4 000/10 000 titres) ;
- Ses fonctions lui procurent une rémunération normale, c'est à dire en rapport avec les services rendus.

Ses titres sont exonérés d'ISF au titre de l'outil de travail : il s'agit de biens professionnels exonérés.

b) L'activité professionnelle de Mme Alabris entraîne l'exonération:

- d'une quote-part de la SCI dont les locaux sont utilisés exclusivement pour cette activité (art. 885 O du CGI), puisque Madame Alabris y exerce son activité d'avocat à titre principal et de manière effective ;
- de sa clientèle;
- des meubles et matériels qui lui sont affectés.

Mais toute dette relative à ces éléments ne peut être imputée que sur ces biens, et pas sur le patrimoine imposable.

Quote-part exo : $600\,000 \times 30\% = 180\,000 \text{ €}$

Quote-part imposable : $600\,000 \times 70\% = 420\,000 \text{ €}$

c) Biens visés par une exonération spécifique

Il s'agit des objets d'art et de collection (CGI art.885 I, al 1 et 2) ainsi que, pour une fraction de leur valeur, des bois et forêts, si, non exploités professionnellement (donc exonérés), ils le sont dans des conditions agréées (CGI art. 885 H du CGI).

Sont par conséquent exonérés les tableaux et peintures, la collection de timbre-poste et les bijoux. Les bijoux ne sont exonérés que s'ils ont plus de cent ans d'âge et tirent l'essentiel de leur valeur de

leur ancienneté et de la qualité du travail d'exécution et non du prix des matériaux qui les composent, ce que nous supposons ici.

Pour la forêt en Creuse, elle bénéficie d'une exonération partielle à concurrence des trois quarts de leur valeur sous les conditions suivantes : engagement d'exploitation pendant trente ans, production du certificat du directeur départemental des territoires, ce qui est le cas.

B. Évaluation du patrimoine

Principes

La valeur à retenir est la valeur vénale de biens au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, donc au 1^{er} janvier 2017. Trois particularités sont toutefois à signaler:

-pour la résidence principale, un abattement de 30% est admis par l'administration ;

-pour les biens dont la propriété a été démembrée (appartement de Cannes, c'est l'usufruitier qui doit déclarer la valeur totale du bien, aucune valeur n'étant retenue pour le nu-propriétaire (CGI, art. 885 G);

- les indemnités perçues en réparation d'un préjudice corporel : la valeur de capitalisation des rentes ou indemnités perçues en réparation de dommages corporels liés à un accident est exonérée d'ISF.

Les biens, de quelque nature qu'ils soient, qui ont été acquis avec une indemnité en capital doivent être déclarés et taxés dans les conditions de droit commun. Il en est de même, dans l'hypothèse où l'indemnité n'a pas été employée en achat de biens et a été, par exemple, déposée en compte. En contrepartie, il convient de déduire le montant actualisé de l'indemnité perçue.

Imposable = 25 000 €

Déductible = 32 000 € (Montant de l'indemnité actualisé au 1/1/N)

-Prêt à un ami : les créances sont, quelle que soit leur date d'échéance, imposables sur leur montant nominal en ajoutant tous les intérêts échus et non encore payés à la date du fait générateur de l'impôt et ceux courus à la même date.

-Biens possédés par Quentin : seuls les biens appartenant aux enfants mineurs sont imposés avec ceux de leurs parents qui ont l'administration légale de leurs biens. Tel n'est pas le cas de Quentin qui est majeur au 1/1/N.

La situation est la suivante :

Actif brut :		
Actions GDZ 4000 x 150 :	—	Exonération totale
Parts SCI «Elle et Lui» :	420 000	Bien professionnel partiellement exonéré
Clientèle :	—	Bien professionnel

		exonéré
Meubles et matériels du Cabinet :	—	Bien professionnel exonéré
Appartement de Paris : 1 900 000 70%	1 330 000	Abattement de 30 %
Appartement Ile de Ré:	1 200 000	
Meubles meublants :	70 000	
Véhicules :	67 000	Seuls les véhicules de collection sont exonérés
Tableaux, peintures, collections : bijoux	—	Biens exonérés
Valeurs mobilières:	1 400 000	
Comptes bancaires	25 000	
Espèces	6 000	
Indemnité	-32 000	Partie de l'indemnité déductible
Créances (nominal du prêt)	40 000	
Forêt en Creuse: 80 000 x 1/4	20 000	Exonération des 3/4 de la valeur
Appartement en usufruit	1 600 000	Intégration de la valeur totale
Livret de caisse d'épargne d'Amandine	20 000	Biens d'un enfant mineur
TOTAL	6 166 000	
Passif à déduire:		
Dettes sur achat matériel informatique:	—	Correspond à un bien exonéré
Emprunt sur studio de l'Ile de Ré:	1 000 000	

Impôt sur le revenu N-1:	39 558	
	5 126 442	

Montant théorique de l'ISF (ce calcul est fait hors déclaration) :

Actif net imposable : 5 126 442 €

Calcul de l'ISF Théorique : l'ISF lui-même est à retrancher de sa propre base de calcul dans les conditions suivantes :

- calcul de l'ISF dû sur le montant net du patrimoine, sans tenir compte de l'ISF lui-même ;
- ajout du montant de l'ISF ainsi obtenu au passif déductible et nouveau calcul de l'impôt pour obtenir l'ISF à payer.

Tarif applicable au 1/1/N : CGI art. 885

Tranches	Taux	Formule de calcul des droits
Jusqu'à 800 000 €	0 %	$P \times 0$
De 800 001 € à 1 300 000 €	0,50 %	$(P \times 0,005) - 4\,000\,€$
De 1 300 001 € à 2 570 000 €	0,70 %	$(P \times 0,007) - 6\,600\,€$
De 2 570 001 € à 5 000 000 €	1,00 %	$(P \times 0,01) - 14\,310\,€$
De 5 000 001 € à 10 000 000 €	1,25 %	$(P \times 0,0125) - 26\,810\,€$
Au-delà de 10 000 000 €	1,50 %	$(P \times 0,015) - 51\,810\,€$

ISF théorique : $(5\,126\,442 \times 1,25\%) - 26\,810 = 37\,271\,€$

L'ISF est-il plafonné ?

L'actif net imposable, après imputation de l'ISF théorique, s'élève à $5\,126\,442 - 37\,271 = 5\,089\,171\,€$

ISF = $(5\,089\,171 \times 1,25\%) - 26\,810 = \mathbf{36\,805\,€}$

Soit un taux moyen d'imposition de 0,72%

ISF net dû = 36 805 €

Plafonnement ISF ? NON

Car $36\,805 + 39\,558 = 76\,363\,€ < 170\,000 \times 75\%$

Pas de plafonnement

CALCUL DE L'ISF net du : l'impôt de solidarité sur la fortune que M. et Mme ALABRIS doivent acquitter, au plus tard le 15 juin N, s'élèvera à **36 786 €.**